

## Uniterre : Discours du 1<sup>er</sup> mai 2018

Chères et chers camarades,

Nous sommes toutes et tous ici aujourd'hui pour défendre le droit des ouvrières et ouvriers à un salaire décent. Nous sommes ici pour revendiquer des mesures de justice sociale, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes.

Nous sommes ici parce que nous en avons assez que **beaucoup** travaillent pour des salaires dérisoires et pour enrichir une **minorité**.

En tant que secrétaire syndicale d'Uniterre je parlerai ici de la situation des ouvrières et ouvriers agricoles, ces femmes et ces hommes dans le monde qui font les travaux pénibles de culture et de récolte grâce auxquels nous avons accès à des produits frais, mais aussi qui sont la base de la richesse des multinationales de l'agro-industrie.

Ces multinationales, pour assurer leurs bénéfices, exigent des matières premières à très bas prix. Par conséquent, les ouvrières et ouvriers agricoles dans le monde vivent dans des situations de précarité extrêmes, sous - payés, sans aucune sécurité sociale, maltraités : esclaves des temps modernes !

Et en Suisse ? Pays prospère et riche... ?

Il n'y a pas de convention collective pour les ouvrières et ouvriers de la terre, seuls existent des contrats de travail sommaires pour lesquels les heures de travail et les salaires sont laissés à la décision des gouvernements cantonaux. Il y a une immense disparité des conditions de travail d'un canton à l'autre

- 45 h /semaine pour Genève
- 66h / semaine dans le canton de Glaris en été...
- un salaire **brut** mensuel de 3'420.- dans le canton de Vaud. Dans les autres cantons, juste une recommandation de salaire minimum, donc dans certains cantons le salaire est encore moins élevé.

C'est honteux! Et ni le gouvernement suisse, ni l'Union suisse des paysans ne réagissent, malgré les demandes réitérées d'Uniterre d'harmoniser ces contrats de travail au niveau national.

L'initiative pour la souveraineté alimentaire sur laquelle vous voterez en le 23 septembre 2018 exige des conditions de travail équitables pour les ouvrières et ouvriers agricoles de Suisse et de tous les pays.

L'initiative pour la souveraineté alimentaire demande la transparence dans les filières, la transparence sur la fixation des prix...

Les ouvriers et ouvrières sont doublement lésés, d'une part ils travaillent sans sécurité pour produire des matières premières alimentaires à des prix dérisoires et en baisse constante et d'autre part, en tant que consommatrices et consommateurs, ils paient le prix fort pour les aliments, dont le prix de vente augmente constamment.

Nous travaillons pour enrichir les riches et nous consommons pour enrichir ces mêmes riches.

Camarades, votons oui pour la Souveraineté alimentaire le 23 septembre, car l'agriculture nous concerne toutes et tous !

Camardes, soutenons aussi et votons pour les initiatives des syndicats et partis politiques ici représentés. Conjuguons nos forces, soutenons-nous, renforçons-nous mutuellement et luttons ensemble sur tous les fronts pour une société respectueuse et équitable.

Que la lutte continue et se renforce !

Merci.

Michelle Zufferey